



Kit de ressources pour les Plans d'Action Nationaux
Budgétisés (PANB)



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Communiquer aux parties prenantes multisectorielles sur un Plan d'Action National Budgétisé

Décembre 2017

Produit par:



Familyplanning2020.org/cip

Décharge

Health Policy Plus (HP+) est un accord de coopération d'une durée de cinq ans, financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) dans le cadre du protocole d'entente AID-OAA-A-15-00051, entré en vigueur le 28 août 2015. HP+ est mis en œuvre par Palladium, en collaboration avec Avenir Health, Futures Group Global Outreach, Plan International USA, Population Reference Bureau, RTI International, ThinkWell, et la White Ribbon Alliance for Safe Motherhood.

Les informations contenues dans ce document ne sont en aucun cas des renseignements officiels du gouvernement des Etats-Unis, et ne reflètent pas nécessairement les opinions et positions ni de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, ni du gouvernement américain.

Contactez-nous

Health Policy Plus
1331 Pennsylvania Ave NW,
Suite 600
Washington, DC 20004
Tél: (202) 775-9680
Email: policyinfo@thepalladiumgroup.com
www.healthpolicyplus.com/

Table des matières

À qui s'adresse cet outil et comment l'utiliser ?	4
Connaître et communiquer à votre public.....	5
Arguments clés	6
Qu'est-ce qu'un Plan d'Action National Budgétisé ?.....	6
Le Département de planification du Ministère de la santé	7
Le Ministère des finances et le Ministère du plan	9
Le Ministère du genre, du bien-être social et de l'enfance.....	11
Le Ministère de l'éducation et/ou le Ministère de la jeunesse	12
Les groupes de jeunes leaders	13
Le Parlement, le pouvoir exécutif et les responsables politiques au niveau national	15
Les partenaires du développement	17
Les organisations de service communautaire locales ne travaillant pas actuellement dans la planification familiale.....	18
Les chefs religieux et les organisations confessionnelles	20
Bibliographie	22
Annexe : Communiquer les données d'impact des PANB	24

À qui s'adresse cet outil et comment l'utiliser ?

Promouvoir une meilleure compréhension des Plans d'action nationaux budgétisés (PANB) pour la planification familiale parmi les parties prenantes qui ne sont pas directement impliquées dans ces programmes, et au-delà du secteur de la santé, est d'importance critique pour rendre ce plan efficace et opérationnel. Il est souvent possible de capitaliser sur les activités de programmes en dehors du secteur de la santé pour atteindre les objectifs de planification familiale (par exemple, en collaborant avec le Ministère de l'éducation pour élaborer et intégrer un module de santé sexuelle et reproductive aux programmes scolaires, et contribuer ainsi aux efforts de réduction des grossesses précoces chez les adolescentes). Aider les influenceurs clés et les décideurs (tels que le Département de planification du Ministère de la santé, le Ministère des finances, le Ministère du plan, ou encore les parlementaires, le pouvoir exécutif, et les partenaires du développement) à apprécier la valeur sociale et économique d'une exécution réussie des PANB peut aider à faire tomber les barrières politiques, à maintenir le soutien politique, à améliorer la coordination des programmes et à augmenter le financement domestique et durable des PANB. Il est donc essentiel d'améliorer les connaissances des parties prenantes sur le rôle du PANB comme outil de développement pour obtenir leur soutien politique et financier. Informer et gagner l'appui des parties prenantes multisectorielles, dont le Ministère du genre, du bien-être social et de l'enfance, les groupes de jeunes leaders, les organisations de services communautaires locales qui ne travaillent pas actuellement sur la planification familiale, et les chefs religieux et organisations confessionnelles, peut contribuer à générer l'élan nécessaire pour faire progresser l'agenda de la planification familiale et soutenir l'exécution effective du PANB.

La communication et le plaidoyer portant sur le PANB s'avèrent plus efficaces lorsque les parties prenantes de la planification familiale comprennent les rôles et responsabilités des institutions gouvernementales concernées et des partenaires du développement. Par exemple, dans certains cas le Département de planification du Ministère de la santé est responsable d'établir des stratégies pour l'ensemble du secteur, et de se mettre en lien avec le Ministère des finances pour justifier les lignes budgétaires et d'augmenter le financement de la santé. Dans ce cas, le Département de planification est le gardien de la mobilisation des ressources domestiques pour la planification familiale. Ainsi, plus le Département de planification comprend en quoi consiste le programme de planification familiale, et plus il s'implique dans le processus de conception du PANB, plus il lui sera facile de défendre le financement de la planification familiale.

Ce document offre des éléments de discussion, des arguments clés, sur la manière dont un PANB, et l'impact qu'il se propose d'accomplir, peuvent être communiqués aux parties prenantes au-delà de celles impliquées dans l'élaboration de cet outil. Par conséquent, ce document ne vise pas à établir des messages ciblant les parties prenantes clés de la planification familiale.

De nombreux arguments clés sont les mêmes pour différents publics, qui ont été divisés par section pour s'y référer plus facilement. Ces arguments clés peuvent être modifiés, adaptés ou personnalisés pour l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de communication d'un PANB en particulier. La stratégie de communication d'un PANB a pour but de s'assurer que tous les acteurs clés chargés d'élaborer et d'exécuter le PANB utilisent les mêmes messages lors des activités de sensibilisation, et de veiller à la cohérence des efforts de communication et à l'efficacité des ressources utilisées. L'outil intitulé « Implication des Parties Prenantes dans les Plans d'Application Chiffrés de la Planification Familiale », offre

des informations utiles pour planifier et impliquer les parties prenantes, dont les éléments clés d'une stratégie de communication.

Connaître et communiquer à votre public

Les arguments clés de ce guide visent les publics primaires qui ont un contrôle direct sur les ressources et bénéficient de l'autorité nécessaire pour générer le changement désiré, soit les personnes au sein du Ministère des finances chargées d'allouer les ressources aux différents ministères, et les partenaires du développement qui administrent les financements des bailleurs de fonds, entre autres. Cet outil ne se focalise pas sur les publics secondaires pouvant influencer les publics primaires, en sensibilisant ces derniers ou en faisant pression sur les décideurs. Cependant, ces arguments clés peuvent servir de point de départ pour élaborer des messages visant ces publics secondaires, comme les membres de la presse écrite et des médias, les directeurs d'associations professionnelles, les leaders communautaires, ou encore les associations de femmes.

Il est d'importance critique de connaître vos publics et d'élaborer un plan pour mieux leur communiquer vos idées. Pour ce faire, posez-vous ces questions (PACE, 2016) :

- Que savent-ils déjà de la planification familiale et du PANB ? Sont-ils intéressés par la planification familiale et le PANB ? La planification familiale répond-elle à leurs objectifs politiques ? Est-ce que cela leur importe personnellement ? Se sont-ils déjà exprimés publiquement sur le sujet ? Qu'ont-ils fait par le passé pour ou contre la planification familiale ?
- Qui écoutent-ils ? Quelles personnes sont le mieux placées pour leur transmettre nos messages : un autre décideur ou un acteur du développement ? Quel type de langage et/ou quels moyens de communication préfèrent-ils ?
- Qu'est-ce qui motive leurs actions ? Cherchent-ils à avoir plus de notoriété ? Cherchent-ils à être réélus ? Sont-ils préoccupés par la situation économique ?
- Font-ils face à des contraintes sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle ? Si ils sont convaincus du bien-fondé de notre initiative, feront-ils face à des barrières ou contraintes externes d'ordre budgétaire, du fait d'engagements existants, ou émanant de l'opposition dont on peut s'attendre qu'elle s'attaquera à l'initiative proposée par leur adversaire ?
- Ont-ils pris des engagements sur lesquels ils devront rendre des comptes ? Par exemple, des

Les huit étapes de la communication stratégique

1. Identifiez votre **but en termes de politique publique** ; déterminez quel résultat global vous souhaitez accomplir.
2. Déterminez qui sont vos **publics** et ce qu'ils doivent savoir sur votre cause.
3. Élaborez des **objectifs** de communication pertinents pour la politique publique ciblée, qui vous permettront d'atteindre votre but.
4. Élaborez des **messages** adaptés à chaque public.
5. Déterminez le meilleur **format** pour transmettre vos messages.
6. Concevez un plan pour **tester** vos contenus et présentations.
7. **Exécutez** la stratégie (activités de dissémination).
8. Élaborez un plan pour **évaluer** l'impact de votre travail.

engagements en faveur de la planification familiale auprès de Family Planning 2020 (FP2020) ?

Il est important de sélectionner le format de communication le plus approprié pour votre public. On compte parmi les formats de communication courants : des documents imprimés (fiches techniques, posters, brochures, memo politique) ; des présentations (digitalisées avec graphiques, fichiers audio et vidéo) ; des événements tels que des conférences, séminaires ou réunions ; les médias (télévision ou radio, communiqués ou conférences de presse) ; et les plateformes électroniques (sites internet, blogs, réseaux sociaux). Dans le contexte du PANB, et tenant compte des publics impliqués dans l'élaboration de politiques, la communication sur le PANB prendra probablement la forme d'une correspondance par emails, de brèves présentations et de réunions. L'outil intitulé « Implication des Parties Prenantes dans les Plans d'Application Chiffrés de la Planification Familiale », offre des exemples de différentes approches et méthodes de communication pouvant susciter l'intérêt des parties prenantes en fonction de leur niveau d'influence et de leur capacité de contribution.

Pour plus d'informations sur comment élaborer un plan intégral de communication incluant les huit étapes de la communication stratégique, consultez l'outil de communication politique du projet PACE.

Arguments clés

Il ne s'agit pas ici de proposer une liste exhaustive d'arguments en faveur de la planification familiale, mais plutôt d'apporter un cadre de communication permettant de transmettre les points essentiels d'un PANB à différents publics, au-delà des acteurs impliqués dans les programmes de planification familiale, en plus des points généraux décrits dans la section ci-dessous intitulée « Qu'est-ce qu'un Plan d'Action National Budgétisé » ? Les textes en vert devront être adaptés pour refléter le contexte particulier dans lequel les arguments proposés seront présentés.

Qu'est-ce qu'un Plan d'Action National Budgétisé ?

Un PANB, ou Plan d'Action National Budgétisé, pour la planification familiale est un plan concret et détaillé établi pour atteindre les objectifs d'un programme de planification familiale en un certain nombre d'années. Le PANB d'un pays forme la base de la planification familiale à l'échelle nationale. Il est élaboré selon un processus rigoureux, par consensus, pour s'assurer que des activités fondées sur des données prouvées soient menées par les partenaires du développement et les agents d'exécution.

L'application du PANB doit permettre d'atteindre les objectifs économiques et sanitaires d'un pays, d'améliorer l'accès à la planification familiale pour les jeunes et les femmes, d'augmenter le nombre de femmes qui utilisent la contraception, et de soutenir le droit des personnes de choisir la structure de leurs familles, soit le moment et l'espacement des grossesses, et le nombre idéal d'enfants à avoir.

Un PANB :

- Est un plan d'exécution de la stratégie établie pour atteindre les objectifs de planification familiale, et pour remplir les engagements pris auprès de la communauté internationale

dans ce domaine. Il permet au pays d'avoir une seule et unique stratégie pour la planification familiale ; sert de feuille de route pour sa mise en oeuvre ; estime les impacts des interventions ; développe un budget ; alloue des ressources pour remplir les engagements ; et fixe des cibles pour suivre le progrès via des outils et des approches cohérents.

- Détaille les activités programmatiques nécessaires pour remplir les objectifs nationaux et sous-nationaux qui ont été établis dans les stratégies nationales de santé ou dans le cadre d'engagements internationaux.
- Détermine les rôles et les responsabilités de toutes les organisations impliquées dans le programme afin d'éliminer les duplications d'efforts et pour augmenter la transparence et la redevabilité.
- Détaille les coûts des activités, en fournissant des informations claires sur le programme de planification familiale et les ressources nécessaires pour le mettre en œuvre, tel que décrit dans le PANB. L'exécution du PANB coûtera **XXXX DOLLARS** entre **ANNÉE** et **ANNÉE**.¹ Ce coût global du programme couvre la création de la demande, la prestation de services et l'accès, la sécurité contraceptive, la politique publique et l'environnement favorable, le financement, le leadership, la redevabilité et le management. Cela revient à **XXXX DOLLARS** par femme en âge de procréer dans le pays par an.
- Peut être utilisé comme outil pour aligner les contributions des bailleurs de fonds avec les priorités du gouvernement et pour combler les gaps financiers.
- Explique que selon une analyse détaillée du gap financier, le gouvernement a un déficit de **XXXX DOLLARS**, qui sont nécessaires pour mettre en œuvre le plan dans son ensemble. Si le plan manque de financements, son impact en sera limité et cela compromettra le déroulement d'un programme de planification familiale.

Le Département de planification du Ministère de la santé

L'autorité de prise des décisions clés concernant l'allocation des ressources internes et l'affectation du personnel du Ministère de la santé incombe souvent au Département de planification ; ce dernier peut donc veiller à ce que d'autres stratégies et plans incluent la planification familiale. Dans de nombreux pays, le Département de planification du Ministère de la santé se focalise généralement sur les priorités nationales (qui tendent à être motivées par des initiatives mondiales), y compris, dans de nombreux cas, réduire le taux de VIH et la mortalité maternelle et/ou les grossesses précoces chez les adolescentes, et augmenter la survie de l'enfant ; c'est pourquoi le Département de planification du Ministère de la santé est souvent ouvert aux initiatives de planification familiale, si convaincu que de telles activités peuvent bénéficier et contribuer aux priorités nationales. Dans certains pays, les priorités nationales de santé publique peuvent inclure la réduction du paludisme, la tuberculose, Ebola, la malnutrition, remédier aux faibles taux de vaccination et aux maladies non transmissibles telles que le diabète et de nombreuses formes de cancer. Dans ces situations, il peut s'avérer utile de s'adresser au Département de planification du Ministère de la santé en utilisant des arguments sur l'économie de coûts présentés plus bas pour le Ministère des finances, en plus des points clés ci-dessous.

¹ La plupart des PANB ne comprennent que les coûts du programme et non les montants additionnels tels que les frais administratifs et les coûts indirects.

Arguments clés :

- Environ **XX** pourcent des femmes en âge de procréer dans le pays utilisent la contraception pour espacer leurs grossesses ou éviter de tomber enceintes. Cependant, **XX** pourcent des femmes en âge de procréer ont un besoin non satisfait de planification familiale, c'est-à-dire qu'elles souhaitent éviter de tomber enceintes mais n'utilisent aucune méthode de contraception. Pour mieux répondre à ce besoin, le pays doit mettre en place les politiques et programmes nécessaires pour leur permettre de réaliser leurs intentions de fécondité.
- Rendre les services de planification familiale plus disponibles permettra de réduire le nombre de naissances à haut risque dans le pays, ce qui amènera à une baisse de la mortalité néonatale et maternelle. La fécondité affecte la santé principalement parce que certains types de grossesses et de naissances sont exceptionnellement risquées. Les femmes et les enfants sont exposés à un plus grand risque de mort lorsque les grossesses sont trop rapprochées, lorsque la mère est trop jeune ou trop âgée, et lorsqu'elle a déjà accouché quatre fois ou plus (Stover et Ross, 2010).
- **XXXX** grossesses non désirées pourraient être évitées d'ici **ANNÉE** si des efforts significatifs sont mis en oeuvre pour étendre les services de planification familiale et en augmenter l'utilisation à **XXXX**, tel que le prévoit le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- **XXXX** morts infantiles pourraient être évitées d'ici **ANNÉE** si des efforts significatifs sont mis en oeuvre pour étendre les services de planification familiale et en augmenter l'utilisation à **XXXX**, tel que le prévoit le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- Environ **XXXX** morts maternelles pourraient être évitées d'ici **ANNÉE** si l'utilisation des services de planification familiale augmente à **XXXX**, en accord avec le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- Les investissements dans la planification familiale pourraient générer des économies cumulatives de **XXXX DOLLARS** dans le secteur de la santé entre **ANNÉE** et **ANNÉE**. Ces économies pourraient être réinvesties dans le secteur de la santé pour améliorer la couverture et les soins. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- Le gouvernement s'est engagé à réduire la mortalité maternelle et infantile dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD). Le pays a promis de réduire ses taux de mortalité infantile et maternelle (**ajouter les données sur les cibles**). Le PANB articule des programmes innovants et de haut impact impliquant les femmes, les couples et les communautés pour assurer la santé et la survie des femmes et des enfants.
- Le paquet de soins essentiels de la couverture sanitaire universelle devrait inclure la planification familiale. La capacité de choisir si, quand et combien d'enfants avoir est un droit fondamental.
- La programmation de la planification familiale touche à de nombreux domaines de la santé, dont le VIH, la santé maternelle et infantile, la nutrition et certaines maladies non transmissibles comme le cancer. Le PANB établit un programme efficace pouvant soutenir des méthodes de prestation de services intégrés et de haut impact, qui bénéficient au secteur de la santé dans son ensemble.

- Le Mécanisme de financement mondial (Global Financing Facility, ou GFF) s'est principalement focalisé sur la santé maternelle et néonatale (c'est-à-dire après la grossesse). Cependant, le GFF a déclaré qu'étant donné l'efficacité de la planification familiale pour réduire la mortalité maternelle et infantile, et pour améliorer la santé de la mère et du nouveau-né, jusqu'à 30 pourcent des fonds du GFF seront dédiés à la planification familiale. L'inclusion de la planification familiale aux programmes financés par le GFF maximisera les fonds des programmes de santé maternelle et néonatale, dans la mesure où les activités priorisées dans le PANB faciliteront l'accès à la planification familiale, donnant lieu à moins de grossesses non désirées et moins de naissances à risque.
- Le GFF peut financer les dépenses de long terme et récurrentes de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile, dont : les commodités de planification familiale et les investissements soutenant le droit des femmes de choisir quand tomber enceinte et combien d'enfants avoir ; les services visant à assurer des standards de santé pendant la grossesse et l'accouchement ; et l'accès continu aux soins pour maintenir la santé et le bien-être de la mère afin de lui permettre d'élever des enfants en bonne santé. La planification familiale fait partie intégrante du spectre complet de services aux femmes et aux familles dans un pays.
- Le GFF, et de nombreuses autres stratégies et initiatives, requièrent désormais une analyse des coûts détaillée et le cadre d'investissement des pays participants. Le PANB fournit les coûts détaillés du programme de planification familiale par activité, et cette analyse peut être utilisée pour le cadre d'investissement à soumettre au GFF.
- Le PANB est une grande ressource pour la planification stratégique du secteur dans son ensemble. Les priorités, les coûts et les données d'impact de la planification familiale peuvent facilement être intégrées au **NOM DU PLAN**. Le PANB peut informer d'autres stratégies mondiales, dans la mesure où il contient non seulement les détails nécessaires aux interventions élaborées par consensus, mais aussi des informations détaillées sur les coûts par activité.
- Les points focaux de FP2020, ainsi qu'une personne-ressource du gouvernement, généralement du Ministère de la santé, devraient être membres, ou être impliqués dans les groupes de travail techniques chargés de développer les cadres d'investissement d'autres stratégies sectorielles ou du gouvernement dans son ensemble.

Le Ministère des finances et le Ministère du plan

Dans la plupart des pays, le Ministère des finances contrôle l'exécution des budgets des différents secteurs, élaborés selon les plafonds fixés par le pouvoir exécutif (la président et son cabinet). Le Ministère des finances prépare le budget fiscal annuel grâce aux informations du Ministère de la santé et d'autres secteurs. Dans certains pays, le Ministère des finances est en mesure de réduire le montant du financement d'une ligne budgétaire en particulier, et d'allouer ces fonds à un autre secteur ou domaine.

Le Ministère du plan, ou la Commission de planification du gouvernement, a généralement la tâche d'élaborer et de mettre en oeuvre des plans de moyen et de long terme pour guider le pays vers des cibles économiques et de développement. Dans cette mesure, il est important que ce ministère comprenne les bénéfices économiques de planifier et d'investir dans la planification familiale.

Arguments clés :

- Lorsque les femmes en situation de pauvreté peuvent aisément obtenir différentes méthodes de planification familiale, de nombreuses d'entre elles décident d'avoir moins d'enfants. Dans ces familles moins nombreuses, les femmes peuvent générer plus de revenus et augmenter le bien-être économique de leurs ménages (Gribble et Voss, 2009).
- Augmenter l'accès à la planification familiale et aux services de santé reproductive se traduit en l'un des ratios coûts-bénéfices les plus rentables de tous les programmes de développement. Chaque dollar américain (USD) investi dans la planification familiale permet d'économiser entre 2 et 6 dollars dans les pays de l'Afrique sub-saharienne, 8,30 dollars en Indonésie, et 9 dollars en Bolivie (Moreland et Talbird, 2006; Smith et al., 2009). Ces économies de coûts augmentent car moins de financements sont nécessaires pour le secteur social (principalement dans les domaines de la santé et de l'éducation) ; les grossesses non désirées, qui contribueraient autrement à des taux plus élevés de mortalité maternelle et infantile, sont moins nombreuses ; et la santé de la femme dans son ensemble s'améliore. La croissance économique a également à y gagner, grâce aux meilleurs niveaux d'études des femmes et leur entrée dans la population active, grâce à l'amélioration de la santé infantile et l'augmentation du capital humain chez les enfants, grâce aux changements dans la pyramide des âges d'une population, et grâce au dividende démographique et à la croissance économique accélérée qui peuvent en résulter.
- La planification familiale est un moteur économique important, car ralentir la croissance démographique fait baisser les coûts liés à la santé, augmentant ainsi le pouvoir d'achat des ménages.
- Les investissements dans la planification familiale pourraient mener à des économies cumulées de **XXXX DOLLARS** pour le secteur public entre **ANNÉE** et **ANNÉE** (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact d'un PANB). Ces économies pourraient être réinvesties dans le secteur public pour améliorer la couverture et les soins, ou dans d'autres secteurs (éducation, infrastructure, eau et assainissement, etc.).
- (**Si le pays a une forte population jeune**) La planification familiale est d'importance critique pour réaliser la vision de long terme du pays d'améliorer la qualité de vie. La planification familiale, l'éducation et d'autres investissements contribuant à créer des familles moins nombreuses et en meilleure santé sont clés pour changer la structure de la population d'un pays, ce qui constitue une première étape cruciale vers l'atteinte du dividende démographique (Gay, 2017).²

² Le dividende démographique décrit la croissance économique accélérée qui commence avec la transformation de la pyramide des âges d'un pays. Amorcer une transition vers moins de personnes à charge par personne en âge de travailler, accompagné d'investissements dans l'emploi, l'entrepreneuriat, l'éducation, la formation, la santé, les droits, la gouvernance et l'autonomisation des jeunes, peut aider à utiliser le dividende démographique à l'avantage de ces derniers. Cette évolution vers une plus grande proportion de la population active nécessite un taux de mortalité infantile faible, combiné à un changement proportionnel du taux de natalité, en plus d'efforts pour améliorer la santé des jeunes devant parvenir à des améliorations économiques. Les investissements qui transforment les changements démographiques en gains économiques peuvent aussi générer et maintenir le développement économique.

- La planification familiale contribue de manière significative aux efforts nationaux visant à augmenter la compétitivité du pays au niveau mondial pour assurer et maintenir la croissance économique, dans la mesure où la planification familiale améliore la santé, la nutrition et les opportunités éducatives des populations, contribuant ainsi à augmenter la productivité. (Husain et al., 2016).
- Les programmes de planification familiale inclusifs réduisent les inégalités entre les pauvres et les riches, en réduisant la pauvreté et en promouvant le développement économique inclusif (Husain et al., 2016).
- Les femmes qui utilisent la planification familiale pour éviter une grossesse non désirée ont une plus grande probabilité de participer aux activités génératrices de revenus et d'intégrer la population active. Ces femmes peuvent améliorer leur résilience en apprenant de nouvelles manières de s'adapter, réduisant ainsi les risques résultant de circonstances imprévues, tels que les désastres naturels et le changement climatique (Bremner et al., 2015).
- Les ménages moins nombreux (rendus possibles grâce à la planification familiale) peuvent répondre plus facilement aux effets négatifs du changement climatique, de l'insécurité alimentaire, la pénurie de l'eau, la dégradation des sols et l'urbanisation rapide des territoires (Bremner et al., 2015).
- Le pays devrait investir des fonds additionnels dans la planification familiale, en accord avec le PANB, pour soutenir le dividende démographique et remplir les engagements de Family Planning 2020 (FP2020), dont (insérer les engagements pertinents de FP2020).

Le Ministère du genre, du bien-être social et de l'enfance

Les ministères qui traitent des questions de genre ont souvent le mandat de veiller au bien-être des enfants et des familles. Ces ministères s'efforcent de promouvoir l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des femmes et la protection des droits et du bien-être des femmes et des enfants, des personnes défavorisées et d'autres groupes vulnérables tels que les personnes à mobilité réduite et les orphelins. Ces ministères valorisent donc le plus souvent les informations ayant trait aux bénéficiaires de la planification familiale pour l'autonomisation des femmes, dont leur habilité à exercer leurs droits, et pour l'amélioration du bien-être des enfants.

Arguments clés :

- L'égalité entre les sexes et la planification familiale sont liées, car la planification familiale donne aux femmes les moyens de décider et d'agir quant au moment et au nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir (PRB, 2012).
- Environ XX pourcent de femmes en âge de procréer dans le pays utilisent la contraception pour espacer leurs grossesses ou éviter de tomber enceintes. Cependant, XX pourcent de femmes en âge de procréer ont un besoin non satisfait de planification familiale, c'est-à-dire qu'elles ne souhaitent pas tomber enceintes mais n'utilisent aucune forme de contraception. Pour mieux répondre à ce besoin, le pays doit mettre en place les politiques et les programmes nécessaires pour donner les moyens à ces femmes de réaliser leurs intentions de fécondité.
- Rendre plus disponibles les services de planification familiale permettra de réduire le nombre de naissances à haut risque, ce qui amènera à une baisse de la mortalité maternelle et infantile. La fécondité affecte la santé principalement parce que certains types de grossesses et de naissances présentent des risques exceptionnels. Les

femmes et les enfants sont exposés à un plus haut risque de mort lorsque les grossesses sont trop rapprochées, lorsque la mère est trop jeune ou trop âgée, et lorsqu'elle a déjà accouché quatre fois ou plus (Stover et Ross, 2010).

- XXXX morts infantiles pourraient être évitées d'ici ANNÉE si des efforts significatifs sont entrepris pour étendre les services de planification familiale et en augmenter l'utilisation à XXXX, tel que le prévoit le PANB. (Cf. Annexe pour un exemple de données d'impact d'un PANB).
- Environ XXXX morts maternelles pourraient être évitées d'ici ANNÉE si l'utilisation de la planification familiale augmente à XXXX, en accord avec le PANB. (Cf. Annexe pour un exemple de données d'impact d'un PANB).
- Éviter les grossesses avant l'âge de 18 ans améliore la croissance et le développement des adolescentes (Ganchimeg et al., 2014) et réduit les risques pour leurs enfants, dont le faible poids à la naissance, les naissances prématurées, le retard de croissance, et l'inachèvement de l'école secondaire. (Fall et al., 2015).
- La planification familiale peut aider les femmes et les filles, mêmes celles qui sont mères, à rester à l'école, apprendre à lire et écrire, apprendre un métier, et atteindre leurs objectifs éducatifs (Starbird et al., 2016). Les investissements dans la planification familiale contribuent à augmenter les taux d'achèvement de l'école secondaire chez les filles.
- Lorsque les femmes en situation de pauvreté peuvent aisément obtenir différentes méthodes de planification familiale, de nombreuses d'entre elles décident d'avoir moins d'enfants. Dans ces familles moins nombreuses, les femmes peuvent générer plus de revenus et augmenter le bien-être économique de leurs ménages (Gribble et Voss, 2009).
- Les femmes qui utilisent la planification familiale pour éviter une grossesse non désirée ont une plus grande probabilité de participer aux activités génératrices de revenus et d'intégrer la population active. Ces femmes peuvent améliorer leur résilience en apprenant de nouvelles manières de s'adapter, réduisant ainsi les risques résultant de circonstances imprévues, tels que les désastres naturels et le changement climatique (Bremner et al., 2015).

Le Ministère de l'éducation et/ou le Ministère de la jeunesse

Le Ministère de l'éducation est souvent responsable d'établir et de maintenir les programmes scolaires, ainsi que les services de santé dans les écoles ; dans certains pays, ce ministère priorise les mesures visant à augmenter le taux de scolarisation et de rétention scolaire des filles, et veille à ce qu'elles n'abandonnent pas l'école en raison d'une grossesse. Le Ministère de la jeunesse tâche souvent de cultiver l'esprit de citoyenneté chez les jeunes pour qu'ils puissent être membres à part entière de la société. À ce titre, il investit dans le renforcement de compétences des jeunes et les programmes de formation professionnelle, et s'assure que les problèmes et préoccupations des jeunes soient pris en compte par d'autres secteurs du gouvernement. Ces ministères sont généralement intéressés par la manière dont la planification familiale peut contribuer à leurs mandats ministériels, et souhaitent connaître le rôle qu'ils pourront jouer dans l'exécution du PANB.

Arguments clés :

- Le PANB comprend des activités ciblées et fondées sur des données prouvées pour augmenter l'utilisation de la planification familiale, qui aide les jeunes à rester en bonne santé, prévient contre les grossesses précoces et protègent contre les maladies sexuellement transmissibles (OMS, 2012). La réduction des grossesses précoces chez les adolescentes est un moyen d'assurer la scolarisation des filles.
- Éviter les grossesses avant l'âge de 18 ans améliore la croissance et le développement des adolescentes (Ganchimeg et al., 2014) et réduit les risques pour leurs enfants, dont le faible poids à la naissance, les naissances prématurées, le retard de croissance, et l'inachèvement de l'école secondaire (Fall et al., 2015).
- Les grossesses précoces et non désirées sont à la fois une cause et une conséquence de la déscolarisation (UNESCO, 2014).
- La planification familiale peut aider les femmes et les filles, même celles qui sont mères, à rester à l'école, apprendre à lire et à écrire, apprendre un métier, et réaliser leurs objectifs éducatifs (Starbird et al., 2016). Les investissements dans la planification familiale contribuent à augmenter les taux d'achèvement de l'école secondaire chez les filles.
- Sur le long terme, les investissements dans la planification familiale génèrent des économies de coûts pour les programmes sociaux, en ralentissant la croissance démographique, et par conséquent, le besoin de services sociaux ; ces économies sont ressenties par le secteur de l'éducation, où la demande et le besoin d'étendre le système scolaire et de scolariser un plus grand nombre d'enfants est réduit (Health Policy Initiative, 2009). Les investissements dans la planification familiale complètent ceux dans l'éducation pour créer une force de travail qualifiée, laquelle pourra augmenter les revenus des familles et le développement économique du pays dans son ensemble (Bremner et al., 2015). Les ministères de l'éducation et de la jeunesse devraient travailler avec le Ministère de la santé sur les activités ciblant les jeunes dans le PANB ; ces dernières comprennent (citer les activités de planification familiale ciblant les jeunes, comme par exemple former les infirmières d'écoles à la planification familiale, actualiser les programmes scolaires en matière de santé, supprimer les politiques restrictives selon l'âge, répondre aux problèmes de pression sociale et aux préjugés des prestataires de santé, etc.).

Les groupes de jeunes leaders

Environ 16 pourcent de la population mondiale —1,2 milliards de personnes—ont entre 15 et 24 ans (PRB, 2017). Dans de nombreux pays, les jeunes, qu'ils soient mariés ou non, représentent donc une grande part des bénéficiaires cibles des programmes de planification familiale. Les groupes de jeunes leaders peuvent s'approprier le thème de la planification familiale et faire entendre leur voix en participant au processus du PANB. Les organisations de jeunes souhaitent savoir pourquoi la planification familiale est un sujet important pour la jeunesse dans leurs pays ; de la même manière, elles seront intéressées par la pertinence des résultats et activités du PANB pour les jeunes, et souhaiterons savoir comment elles peuvent s'impliquer activement dans la mise en oeuvre et le suivi de ces activités.

Arguments clés :

- De nombreux jeunes qui ont des rapports sexuels, qu'ils soient mariés ou non, souhaitent éviter, retarder et/ou limiter leurs grossesses ; cependant, de nombreux d'entre elles et eux n'ont ni les connaissances, ni le pouvoir, ni l'accès nécessaires pour répondre à leurs besoins de planification familiale par la contraception moderne.
- XX pourcent de femmes mariées et XX de femmes non mariées de 15 à 24 ans utilisent la contraception pour espacer leurs grossesses ou éviter de tomber enceintes. Cependant, XX pourcent de femmes mariées et XX pourcent de femmes non mariées de 15 à 24 ans ont un besoin non satisfait de planification familiale, c'est-à-dire qu'elles ne souhaitent pas tomber enceintes mais n'utilisent aucune forme de contraception. Pour mieux répondre à ce besoin, le pays doit mettre en place les politiques et programmes nécessaires pour permettre aux jeunes de réaliser leurs intentions de fécondité.³
- Un taux élevé de besoins non satisfaits de planification familiale mène à un taux élevé de natalité chez les adolescentes. Le taux de natalité des adolescentes en Afrique entre 2010 et 2015 était de 99 pour 1000 femmes de 15 à 19 ans. Dans la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes, le taux de natalité des adolescentes était de 67 pour 1000 femmes de 15 à 19 ans (Organisation des Nations Unies, 2017). Dans notre pays, le taux de natalité des adolescentes est de (insérer le taux de natalité des adolescentes) pour 1000 femmes entre 15 et 19 ans.
- Le PANB comprend des activités ciblées et fondées sur des données prouvées pour augmenter l'utilisation de la planification familiale, qui aide les jeunes à rester en bonne santé, prévient contre les grossesses non désirées et protège contre les maladies sexuellement transmissibles (OMS, 2012). La réduction des grossesses précoces chez les adolescentes aide à augmenter la scolarisation des filles.
- Éviter les grossesses avant l'âge de 18 ans améliore la croissance et le développement des adolescentes (Ganchimeg et al., 2014) et réduit les risques pour leurs enfants, dont le faible poids à la naissance, les naissances prématurées, le retard de croissance et l'inachèvement de l'école secondaire (Fall et al., 2015).
- Les grossesses précoces et non désirées sont à la fois une cause et une conséquence de la déscolarisation (UNESCO, 2014).
- La planification familiale peut aider les femmes et les filles, même celles qui sont mères, à rester à l'école, apprendre à lire et à écrire, apprendre un métier, et réaliser leurs objectifs éducatifs (Starbird et al., 2016). Les investissements dans la planification familiale contribuent à augmenter les taux d'achèvement de l'école secondaire chez les filles.
- Les activités ciblant les jeunes dans le PANB répondent aux défis et barrières spécifiques auxquels les jeunes font face dans notre pays ; elles comprennent (citer les activités de planification familiale ciblant les jeunes, comme par exemple former les infirmières d'écoles à la planification familiale, actualiser les programmes scolaires en matière de santé, supprimer les politiques restrictives selon l'âge, répondre aux problèmes de pression sociale et aux préjugés des prestataires de santé, etc.). Pallier à

³ L'Enquête Démographique et de Santé (EDS) rapporte ses données par tranches d'âges de cinq ans ; les données sur les jeunes de 15 à 24 ans sont accessibles via l'outil STATcompiler de l'EDS : <http://www.statcompiler.com/>.

ces obstacles améliorera la santé maternelle et infantile, augmentera la réussite scolaire, et améliorera les opportunités économiques des jeunes.

- Les adolescents souffrent d'un certain nombre de conséquences de santé liées aux grossesses non désirées : un plus grande risque de tension, d'anémie, de saignements excessifs, de dystocie, d'accouchement prématuré, et de mort.

Le Parlement, le pouvoir exécutif et les responsables politiques au niveau national

Les membres du Parlement, le pouvoir exécutif, et d'autres responsables politiques nationaux sont des élus ; dans cette mesure, ils émettent souvent des promesses électorales spécifiques qu'ils s'efforcent de tenir pendant l'exercice de leurs fonctions. À l'inverse, en tant qu'élus, ils peuvent aussi être motivés par le désir de réélection, et pourront par conséquent préférer éviter toute controverse qui pourrait affecter leurs chances d'être réélus, plutôt que de prendre des mesures proactives pour améliorer la santé et le bien-être des populations qu'ils servent. Le pouvoir exécutif est souvent préoccupé par le rapport coût-efficacité, ou la rentabilité, des mesures gouvernementales, et il faudra peut-être le persuader d'investir des fonds dans la planification familiale en avançant des arguments sur la contribution de la planification familiale aux Objectifs du Développement Durable (ODD) et à d'autres secteurs au-delà de la santé. De manière générale, ce groupe de personnes s'intéresse aux arguments sanitaires et économiques en faveur de la planification familiale, et particulièrement à la manière dont la planification familiale répond aux priorités nationales spécifiques telles que la réduction de la mortalité maternelle et l'augmentation de la survie de l'enfant, ou encore la sécurité nationale, la transformation de l'économie, et l'augmentation du produit intérieur brut (PIB).

Arguments clés :

- Mettre en oeuvre le PANB aidera à atteindre les objectifs de santé et économiques du pays ; améliorer l'accès à la planification familiale pour les jeunes et les femmes ; augmenter le nombre de femmes qui utilisent des méthodes de planification familiale ; et soutenir le droit des personnes de planifier leurs familles, dont la planification et l'espacement des grossesses, et le nombre idéal d'enfants à avoir.
- La fécondité affecte la santé principalement parce que certains types de grossesses et de naissances présentent des risques exceptionnels. Rendre les services de planification familiale plus disponibles permettra de réduire le nombre de naissances à haut risque, ce qui amènera à une baisse de la mortalité néonatale et maternelle. Les femmes et les enfants sont exposés à un plus haut risque de mort lorsque les grossesses sont trop rapprochées, lorsque la mère est trop jeune ou trop âgée, et lorsqu'elle a déjà accouché quatre fois ou plus (Stover et Ross, 2010).
- XXXX grossesses non désirées pourraient être évitées d'ici ANNÉE si des efforts significatifs sont mis en oeuvre pour étendre les services de planification familiale et en augmenter l'utilisation à XXXX, tel que le prévoit le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- XXXX morts infantiles pourraient être évitées d'ici ANNÉE si des efforts significatifs sont mis en oeuvre pour étendre les services de planification familiale et en augmenter l'utilisation à XXXX, tel que le prévoit le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).

- Environ XXXX morts maternelles pourront être évitées d'ici ANNÉE si l'utilisation des services de planification familiale augmente à XXXX, en accord avec le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- Lorsque les femmes en situation de pauvreté peuvent aisément obtenir différentes méthodes de planification familiale, de nombreuses d'entre elles décident d'avoir moins d'enfants. Dans ces familles moins nombreuses, les femmes peuvent générer plus de revenus et augmenter le bien-être économique de leurs ménages (Gribble et Voss, 2009).
- Augmenter l'accès à la planification familiale et aux services de santé reproductive se traduit en l'un des ratios coûts-bénéfices les plus rentables de tous les programmes de développement. Chaque dollar américain (USD) investi dans la planification familiale permet d'économiser entre 2 et 6 dollars dans les pays de l'Afrique sub-saharienne, 8,30 dollars en Indonésie, et 9 dollars en Bolivie (Moreland et Talbird, 2006; Smith et al., 2009). Ces économies de coûts augmentent car moins de financement sont nécessaires pour le secteur social (principalement dans les domaines de la santé et de l'éducation) ; les grossesses non désirées, qui contribueraient autrement à des taux plus élevés de mortalité maternelle et infantile, sont moins nombreuses ; et la santé de la femme dans son ensemble s'améliore. La croissance économique a également à y gagner, grâce aux meilleurs niveaux d'études des femmes et leur entrée dans la population active, grâce à l'amélioration de la santé infantile et l'augmentation du capital humain chez les enfants, grâce aux changements dans la pyramide des âges d'une population, et grâce au dividende démographique et à la croissance économique accélérée qui peuvent en résulter.
- Les investissements dans la planification familiale pourraient mener à des économies cumulées de XXXX DOLLARS pour le secteur public entre ANNÉE et ANNÉE (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact d'un PANB). Ces économies pourraient être réinvesties dans le secteur public pour améliorer la couverture et les soins, ou dans d'autres secteurs (éducation, infrastructure, eau et assainissement, etc.).
- (Si le pays a une forte population jeune) La planification familiale est d'importance critique pour réaliser la vision de long terme du pays d'améliorer la qualité de vie. La planification familiale, l'éducation et d'autres investissements contribuant à créer des familles moins nombreuses et en meilleure santé sont clés pour changer la structure de la population d'un pays, ce qui constitue une première étape cruciale vers l'atteinte du dividende démographique (Gay, 2017).⁴
- La planification familiale contribue de manière significative aux efforts nationaux visant à augmenter la compétitivité du pays au niveau mondial pour assurer et maintenir la

⁴ Le dividende démographique décrit la croissance économique accélérée qui commence avec la transformation de la pyramide des âges d'un pays. Amorcer une transition vers moins de personnes à charge par personne en âge de travailler, accompagné d'investissements dans l'emploi, l'entrepreneuriat, l'éducation, le renforcement de compétences, la santé, les droits, la gouvernance et l'autonomisation des jeunes, peut aider à utiliser le dividende démographique à l'avantage de ces derniers. Cette évolution vers une plus grande proportion de la population active nécessite un taux de mortalité infantile faible, combiné à un changement proportionnel du taux de natalité, en plus d'efforts pour améliorer la santé des jeunes dans le but de parvenir à des améliorations économiques. Les investissements pouvant transformer les changements démographiques en gains économiques peuvent aussi générer et maintenir le développement économique.

croissance économique, dans la mesure où la planification familiale améliore la santé, la nutrition et les opportunités éducatives des populations, contribuant ainsi à augmenter la productivité. (Husain et al., 2016).

- Les programmes de planification familiale inclusifs réduisent les inégalités entre les pauvres et les riches, en réduisant la pauvreté et en promouvant le développement économique inclusif (Husain et al., 2016).
- Les femmes qui utilisent la planification familiale pour éviter une grossesse non désirée ont une plus grande probabilité de participer aux activités génératrices de revenus et d'intégrer la population active. Ces femmes peuvent améliorer leur résilience en apprenant de nouvelles manières de s'adapter, réduisant ainsi les risques résultant de circonstances imprévues, tels que les désastres naturels et le changement climatique (Bremner et al., 2015).
- Les ménages moins nombreux (rendus possibles grâce à la planification familiale) peuvent répondre plus facilement aux effets négatifs du changement climatique, de l'insécurité alimentaire, la pénurie de l'eau, la dégradation des sols et l'urbanisation rapide des territoires (Bremner et al., 2015).

Les partenaires du développement

Les partenaires du développement sont responsables de la gestion des fonds d'un tiers, soit un pays ou un groupe, souhaitant améliorer la santé, le cadre légal ou la situation économique d'un autre pays. Les partenaires du développement doivent trouver l'équilibre entre les priorités et les intérêts de leur propre pays ou groupe bailleur de fonds, et les besoins et priorités nationales du pays bénéficiaire. Les bailleurs de fonds de la planification familiale sont généralement familiers des arguments économiques et sanitaires de la planification familiale, mais auront peut-être besoin de plus d'informations sur la manière précise dont le PANB pourra faire progresser le programme national de planification familiale de manière efficace. En général, les partenaires du développement sont souvent soucieux d'éviter la duplication d'efforts, et promeuvent des approches fondées sur les droits, particulièrement ceux des groupes marginalisés ou négligés, en accord avec les initiatives mondiales soutenues par les pays bailleurs de fonds. Ils ont souvent à cœur de promouvoir la pérennité du financement de la planification familiale, et peuvent donc être encouragés à aligner leurs programmes avec le PANB par des arguments portant sur la manière dont le gouvernement du pays bénéficiaire investira ses propres fonds dans l'exécution du PANB.

Arguments clés :

- Le Ministère de la santé et ses partenaires utiliseront le PANB pour augmenter les investissements du gouvernement dans la planification familiale, pour améliorer la pérennité de ces financements, et pour rendre le pays redevable en apportant ses propres ressources au programme national de planification familiale.
- En tant que document établi par consensus et ayant impliqué la participation et contribution des parties prenantes clés au cours du processus de prise de décision, dont (citer les parties prenantes clés impliquées dans le PANB, comme par exemple le Ministère de la santé, le Ministère des finances, les partenaires du développement, les représentants communautaires, les chefs religieux, les jeunes, etc.), le PANB est un plan robuste bénéficiant d'un large soutien, et aidera à éliminer les duplications d'efforts entre les partenaires du développement et les agents d'exécution.

- Le PANB promeut une approche fondée sur le droit ; en d'autres termes, les Droits de l'homme, et leur lien avec la santé, guident la manière dont la politique et les programmes de planification familiale sont conçus, mis en oeuvre, suivis et évalués. Le PANB répond ainsi aux inégalités sociales inhérentes, aux pratiques discriminatrices, et aux rapports de pouvoir injustes, et promeut l'exercice des droits fondamentaux des personnes (ex : la disponibilité, l'accessibilité, l'acceptabilité, la qualité, etc.), particulièrement l'égalité entre les sexes, le droit à ne pas être discriminé, le pouvoir d'agir, et l'autonomisation des femmes.
- Le PANB s'aligne sur les engagements mondiaux, dont les Objectifs de Développement Durable (ODD), le Mécanisme de financement mondial (Global Financing Facility, ou GFF), et Family Planning 2020 (FP2020), entre autres. De nombreuses initiatives mondiales requièrent désormais une analyse des coûts détaillée et le cadre d'investissement des pays participants. Le PANB fournit les coûts détaillés du programme de planification familiale par activité, et cette analyse peut être utilisée dans le cadre d'investissement à soumettre au GFF, ou peut apporter des informations sur les ressources nécessaires pour guider les partenaires du développement dans la prise de décision sur les allocations des investissements afin de permettre au pays d'atteindre ses objectifs de planification familiale.
- Par ailleurs, grâce à son élaboration par consultation, le PANB bénéficie d'un sentiment d'appartenance et d'appropriation des parties prenantes.

Les organisations de service communautaire locales ne travaillant pas actuellement dans la planification familiale

Les organisations de service communautaire locales travaillant pour la défense des Droits de l'homme, l'autonomisation des femmes, les questions environnementales et l'éducation devraient toutes être sensibilisées sur la valeur de la planification familiale pour accélérer leurs programmes. Les organisations locales sont ancrées dans leurs communautés et ont une connaissance profonde des besoins des groupes qu'elles représentent et qu'elles servent. Elles jouent non seulement un rôle important dans la création de la demande, mais sont également bien positionnées pour s'impliquer dans les résultats et activités du PANB en matière de changement de politique, de plaidoyer budgétaire, et peuvent remplir un rôle de gardien en veillant à la redevabilité des gouvernements. Les connaissances et expériences des organisations de service communautaire locales en matière de politiques et programmes de planification familiale peuvent varier, mais elles seront toutes avides de savoir comment la planification familiale affecte les communautés qu'elles servent, et comment la planification familiale peut être reliée à la mission de leur organisation. Les organisations locales qui travaillent dans d'autres domaines liés à la planification familiale peuvent aider à générer un élan bien nécessaire pour faire progresser l'agenda de la planification familiale.

Arguments clés :

- Le PANB a été adopté pour affirmer et protéger le droit de toutes les personnes de réaliser leurs intentions de fécondité, en accord avec leurs croyances personnelles, religieuses et culturelles.
- La fécondité affecte la santé principalement parce que certains types de grossesses et de naissances présentent des risques exceptionnels. Rendre les services de planification familiale plus disponibles permettra de réduire le nombre de naissances à haut risque, ce qui amènera à une baisse de la mortalité néonatale et maternelle. Les

femmes et les enfants sont exposés à un plus haut risque de mort lorsque les grossesses sont trop rapprochées, lorsque la mère est trop jeune ou trop âgée, et lorsqu'elle a déjà accouché quatre fois ou plus (Stover et Ross, 2010).

- XXXX grossesses non désirées pourraient être évitées d'ici ANNÉE si des efforts significatifs sont mis en oeuvre pour étendre les services de planification familiale et en augmenter l'utilisation à XXXX, tel que le prévoit le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- XXXX morts infantiles pourraient être évitées d'ici ANNÉE si des efforts significatifs sont mis en oeuvre pour étendre les services de planification familiale et en augmenter l'utilisation à XXXX, tel que le prévoit le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- Environ XXXX morts maternelles pourront être évitées d'ici ANNÉE si l'utilisation des services de planification familiale augmente à XXXX, en accord avec le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- Lorsque les femmes en situation de pauvreté peuvent aisément obtenir différentes méthodes de planification familiale, de nombreuses d'entre elles décident d'avoir moins d'enfants. Dans ces familles moins nombreuses, les femmes peuvent générer plus de revenus et augmenter le bien-être économique de leurs ménages (Gribble et Voss, 2009).
- Les couples qui choisissent la planification familiale pour décider du moment et espacer les naissances de leurs enfants sont en mesure de contribuer à la richesse de leurs communautés, et leur impact sur les ressources communautaires et les systèmes de sécurité sociale sont diminués (CCIH et APC).
- Les programmes de planification familiale inclusifs réduisent les inégalités entre les riches et les pauvres, en réduisant la pauvreté et en promouvant le développement économique inclusif (Husain et al., 2016).
- Les femmes qui utilisent la planification familiale pour éviter une grossesse non désirée ont une plus grande probabilité de participer aux activités génératrices de revenus et d'intégrer la population active. Ces femmes peuvent améliorer leur résilience en apprenant de nouvelles manières de s'adapter, réduisant ainsi les risques résultant de circonstances imprévues, tels que les désastres naturels et le changement climatique (Bremner et al., 2015).
- Les ménages moins nombreux (rendus possibles grâce à la planification familiale) peuvent répondre plus facilement aux effets négatifs du changement climatique, de l'insécurité alimentaire, la pénurie de l'eau, la dégradation des sols et l'urbanisation rapide des territoires (Bremner et al., 2015).
- La planification familiale peut aider les femmes et les filles, même celles qui sont mères, à rester à l'école, apprendre à lire et à écrire, apprendre un métier, et réaliser leurs objectifs éducatifs (Starbird et al., 2016). Les investissements dans la planification familiale contribuent à augmenter les taux d'achèvement de l'école secondaire chez les filles.
- Les organisations locales dont les activités ne portent pas sur la planification familiale peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration des connaissances et la création de la demande de planification familiale. Elles peuvent communiquer sur la planification familiale en intégrant des messages à leurs campagnes, et en offrant des services qui

incluent la planification familiale dans les cas appropriés. Par exemple, les programmes de santé, de développement et liés à la population intègrent souvent des activités de développement communautaire aux interventions environnementales et sanitaires. Ces approches intégrées peuvent inclure des éléments tels que la planification familiale et la santé reproductive ; l'eau, l'assainissement et l'hygiène ; l'éducation et la sensibilisation ; les modes de vie durable ; la sécurité alimentaire et la nutrition ; la gestion des ressources naturelles et du littoral ; la conservation de la biodiversité ; l'adaptation au changement climatique ; et la résilience (K4Health, 2017).

Les chefs religieux et les organisations confessionnelles

La religion est le fondement du tissu social et culturel de nombreux pays. Il peut parfois être nécessaire de s'adresser spécifiquement aux chefs religieux et aux organisations confessionnelles sur la planification familiale. Dans de nombreux pays, les chefs religieux jouissent d'une grande autorité et influent sur les décisions familiales et les comportements. Les organisations confessionnelles transmettent souvent des informations en offrent des services de planification familiale dans des centres de santé et des hôpitaux, lesquels représentent une part importante des services de santé dans de nombreux pays. Vous trouverez ci-dessous des arguments généraux destinés aux organisations religieuses, bien que ces messages doivent être adaptés en fonction de leur confession. Des ressources additionnelles sont référencées ci-après.

Arguments clés:

- Le PANB a été adopté pour affirmer et protéger le droit de toutes les personnes de réaliser leurs intentions de fécondité, en accord avec leurs croyances personnelles, religieuses et culturelles.
- La fécondité affecte la santé principalement parce que certains types de grossesses et de naissances présentent des risques exceptionnels. Rendre les services de planification familiale plus disponibles permettra de réduire le nombre de naissances à haut risque, ce qui amènera à une baisse de la mortalité néonatale et maternelle. Les femmes et les enfants sont exposés à un plus haut risque de mort lorsque les grossesses sont trop rapprochées, lorsque la mère est trop jeune ou trop âgée, et lorsqu'elle a déjà accouché quatre fois ou plus (Stover et Ross, 2010).
- XXXX grossesses non désirées pourraient être évitées d'ici ANNÉE si des efforts significatifs sont mis en oeuvre pour étendre les services de planification familiale et en augmenter l'utilisation à XXXX, tel que le prévoit le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- XXXX morts infantiles pourraient être évitées d'ici ANNÉE si des efforts significatifs sont mis en oeuvre pour étendre les services de planification familiale et en augmenter l'utilisation à XXXX, tel que le prévoit le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- Environ XXXX morts maternelles pourront être évitées d'ici ANNÉE si l'utilisation des services de planification familiale augmente à XXXX, en accord avec le PANB. (Cf. annexe pour un exemple de données d'impact tirées d'un PANB).
- Lorsque les femmes en situation de pauvreté peuvent aisément obtenir différentes méthodes de planification familiale, de nombreuses d'entre elles décident d'avoir moins d'enfants. Dans ces familles moins nombreuses, les femmes peuvent générer plus de

revenus et augmenter le bien-être économique de leurs ménages (Gribble et Voss, 2009).

- Les couples qui choisissent la planification familiale pour décider du moment et espacer les naissances de leurs enfants sont en mesure d'apporter à la richesse de leurs communautés, et leur impact sur les ressources communautaires et les systèmes de sécurité sociale sont diminués (CCIH et APC).
- Les méthodes de planification familiale basées sur l'observation de la fertilité, telles que la méthode du calendrier, la méthode des Deux Jours, et la méthode de l'allaitement maternel et de l'aménorrhée, sont des options modernes et efficaces de planification familiale non hormonale. Ces méthodes peuvent être promues par tous les groupes, y compris ceux qui sont opposés à d'autres méthodes de planification familiale pour des raisons de croyances religieuses (Institute for Reproductive Health).
- Les organisations confessionnelles fournissent une grande partie ([ajouter des détails ici, si disponibles](#)) des services de santé ; ces structures devraient également offrir du conseil en planification familiale, y compris pour permettre la prise de décision informée et fondée sur le libre choix des femmes en matière de planification familiale, en fournir aux clientes la méthode de planification familiale qu'elle choisissent.
- Les chefs religieux ont un rôle clé à jouer dans l'amélioration des connaissances et la création de la demande en matière de planification familiale. Ils peuvent inclure des messages de planification familiale dans leurs sermons, et promouvoir la planification familiale lors de cérémonies religieuses ou lors d'entretiens individuels avec les membres de leurs communautés.

Plusieurs outils et guides offrent des instructions claires pour élaborer des messages en faveur de la planification familiale destinées aux chefs religieux et aux organisations confessionnelles. Voici une liste de ressources disponibles en anglais :

- [Family Planning Advocacy Through Religious Leaders: A Guide for Faith Communities](#), 2017, Christian Connections for International Health
- [Faith Matters: International Family Planning from a Christian Perspective](#), Christian Connections for International Health and Advancing Partners and Communities
- [Faithful Voices: Christian Leaders' Advocacy Guide on Population and Family Planning](#), (Anglais et Chichewa), 2015, Mbuya-Brown and Mteka
- [Faithful Voices: Muslim Leaders' Advocacy Guide on Population and Family Planning](#), (Anglais et Chichewa), 2015, Mbuya-Brown and Mteka
- [Family Planning Religious Leaders Training](#) (Arabic), K4Health

Bibliographie

Bremner, J., K. Patterson, and R. Yavinsky. 2015. *Building Resilience through Family Planning: A Transformative Approach for Women, Families, and Communities*. Policy Brief. Washington, DC: Population Reference Bureau.

Christian Connections for International Health (CCIH) and Advancing Partners and Communities (APC). *Faith Matters: International Family Planning from a Christian Perspective*.

Fall, C., H. Sachdev, C. Osmond, M. Restrepo-Mendez, C. Victora, et al. 2015. "Association Between Maternal Age at Childbirth and Child and Adult Outcomes in the Offspring: A Prospective Study in Five Low-Income and Middle-Income Countries (COHORTS Collaboration)." *The Lancet Global Health* 3(7):e366-e377.

Ganchimeg, T., E. Ota, N. Morisaki, M. Laopaiboon, P. Lumbiganon, et al. 2014. "Pregnancy and Childbirth Outcomes Among Adolescent Mothers: A World Health Organization Multicountry Study." *BJOG: An International Journal of Obstetrics & Gynaecology* 121 (Suppl. 1): 40–48.

Gay, E., M. Lee, P. Ngwenya, and K. Djagadou. 2017. *Harnessing the Demographic Dividend through Investments in Youth*. Washington, DC: PRB.

Gribble, J. and M. Voss. 2009. *Family Planning and Economic Well-Being: New Evidence From Bangladesh*. Policy Brief. Washington, DC: Population Reference Bureau.

Health Policy Initiative. 2009. *Family Planning and the MDGs: Saving Lives, Saving Resources*. Washington, DC: Health Policy Initiative.

Husain, I., K. Patierno, I. Zosa-Feranil, and R. Smith. 2016. *Fostering Economic Growth, Equity, and Resilience in sub-Saharan Africa: The Role of Family Planning*. Washington, DC: Population Reference Bureau.

Institute for Reproductive Health, Georgetown University. "Family Planning." Available at: http://irh.org/focus-areas/family_planning.

K4Health. 2017. "Population, Health, and Environment Toolkit." Available at: <https://www.k4health.org/toolkits/phe>.

Moreland, S. and S. Talbird. 2006. *Achieving the Millennium Development Goals: The contribution of fulfilling the unmet need for family planning*. Washington, DC: U.S. Agency for International Development.

Organisation des Nations Unies (ONU), Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. 2017. *World Population Prospects: The 2017 Revision, Key Findings and Advance Tables*. New York: Organisation des Nations Unies.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). 2014. *Developing an Education Sector Response to Early and Unintended Pregnancy*. Document de discussion pour consultation mondiale, Novembre 2014. Disponible en anglais sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002305/230510E.pdf>.

Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2012. *Prévenir les grossesses précoces et leurs conséquences en matière de santé reproductive chez les adolescentes dans les pays en développement. Directives de l'OMS*. Genève: OMS.

Policy, Advocacy, and Communication Enhanced for Population and Reproductive Health (PACE). 2016. "Policy Communication Toolkit." Disponible sur : <http://thepaceproject.org/bc/policy-advocacy/policy-comm-toolkit/>.

Population Reference Bureau (PRB). 2012. *Family Planning and Gender Equality: Partners in Development. Presentation Guide*. Washington, DC: PRB.

Population Reference Bureau (PRB). 2017. *2017 World Population Data Sheet, with a Special Focus on Youth*. Washington, DC: PRB.

Smith, R., L. Ashford, J. Gribble, and D. Clifton. 2009. *Family Planning Saves Lives*. Fourth Edition. Washington, DC: Population Reference Bureau.

Starbird, E., M. Norton, and R. Marcusa. 2016. "Investing in Family Planning: Key to Achieving the Sustainable Development Goals." *Global Health: Science and Practice* 4(2):191-210.

Stover, J. and J. Ross. 2010. "How Increased Contraceptive Use Has Reduced Maternal Mortality." *Maternal and Child Health Journal* 14: 687.

Annexe : Communiquer les données d'impact des PANB

La plupart des PANB comprennent des données d'impact générées par des outils programmés pour produire des estimations sur les impacts économiques et sanitaires de la planification familiale sur le court terme. Les outils suivants ont été utilisés dans plusieurs PANB pour déterminer ces données d'impact :

- [ImpactNow](#)
- [Impact2](#)
- [Reality Check](#)
- [FamPlan \(fait partie de Spectrum\)](#)

Le tableau ci-dessous illustre des exemples de données d'impact tirées du PANB du Ghana. Vous pouvez utiliser les données d'un tableau similaire dans votre PANB pour remplir les données manquantes des arguments clés des sections précédentes.

Tableau 1 : Exemple de données d'impact du Plan d'Action National Budgétisé pour la Planification Familiale du Ghana (2016–2020)

	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Impacts démographiques						
Grossesses non désirées évitées	399 266	429 265	460 598	493 417	527 706	2 310 252
Avortements évités	143 736	154 535	165 815	177 630	189 974	831 690
Impacts sanitaires						
Morts maternelles évitées	920	967	1014	1061	1108	5070
Morts infantiles évitées	5142	5529	5932	6355	6797	29 755
Avortements à risque évités ⁵	64 681	69 541	74 617	79 934	85 488	374 261
Années de vie corrigées du facteur invalidité (AVCI) évitées	490 958	526 514	563 515	602 136	642 341	2 825 464
Impacts économiques						
Coûts de santé maternelle et infantile évités (USD)	19 831 396	21 321 423	22 877 727	24 507 861	26 210 973	114 749 380

⁵ Les données sur l'avortement à risque peuvent être puissantes, mais le caractère approprié de ce type de données dans le contexte particulier de votre pays devra être évalué et pris en compte.